

4. — D'un groupe de propagande vers un parti d'action de masse

(Résolution du 12^e Congrès du S.W.P. — novembre 1946)

I. — Situation et perspectives du capitalisme américain

La situation et les perspectives du capitalisme américain ne peuvent être appréciées correctement qu'en partant du point de vue suivant : le krach de 1929-1932 indiqua le commencement de la crise historique du régime capitaliste. L'économie américaine ne s'est jamais complètement relevée des effets de cette crise. La faible reprise de 1933 à 1937 fut suivie de la « rechute » de fin 1937. La nation était sur le point d'entrer dans une crise encore plus profonde que celle de 1932.

La crise potentielle de 1937-1938 fut enrayée par l'effort désespéré des dirigeants capitalistes pour trouver une issue grâce à un programme de guerre gigantesque. Ils tentaient ainsi de ressusciter leur système pourrissant et de détruire leurs rivaux les plus menaçants (l'Allemagne et le Japon) en leur barrant la route de la domination mondiale. Les dépenses de guerre, décuplées lors de l'intervention directe des Etats-Unis dans la guerre, restaurèrent les profits, réduisirent, puis résorbèrent le chômage, et vivifièrent et développèrent artificiellement l'industrie et l'agriculture.

Seules les exigences de la guerre totale, avec son gaspillage effréné des richesses du pays, rendirent possible l'utilisation à plein et l'extension des possibilités productrices existantes. Loin de résoudre les causes fondamentales de cette crise historique, la guerre n'a fait, en réalité, qu'aggraver les contradictions et accentuer les déséquilibres de l'économie américaine.

Le boom d'après guerre n'a pas signifié la restauration d'un équilibre stable et durable, pas plus qu'il n'a tenu la promesse d'une prospérité prolongée. Le marché artificiellement stimulé — provenant des restrictions du temps de guerre, de la spéculation, de la rupture des liaisons internationales — a fourni au capitalisme américain un sursis provisoire, et rien de plus.

Une analyse de la situation actuelle montre que le boom d'après guerre sera de courte durée et que, dans la période qui vient, la crise ne pourra être conjurée.

La concentration croissante et continuée des richesses dans les mains d'une oligarchie restreinte s'est poursuivie à un rythme sans précédent. Ceci tend à faire diminuer la capacité d'absorption du marché intérieur, qui n'a pas cessé d'être branlant depuis 1929.

La capacité de production, dont le capitalisme américain décadent ne put faire usage pendant la crise chronique des années 1930, s'est accrue de 50 % pendant la guerre. En 1939, cette capacité de production était évaluée à 40 milliards de dollars. Pendant la guerre, 26 milliards sont venus s'ajouter à cette évaluation. Le capitalisme est maintenant tourmenté par un problème insoluble, à savoir que faire de ces vastes moyens de production, et comment les utiliser d'une manière profitable ?

La force de travail s'est aussi étendue énormément, au point que 58 millions de personnes étaient employées en 1946. La productivité du travail s'est aussi accrue d'une moyenne de 30 %.

Cette capacité de production ultra-développée entre en conflit de plus en plus aigu avec la baisse du pouvoir d'achat des masses. La part relative des travailleurs de la production, et de ce fait même, du revenu national diminue continuellement. Ainsi, bien qu'entre 1919 et 1933, la productivité de l'ouvrier moyen ait doublé, sa situation relative a empiré, étant donné que son salaire réel annuel ne s'est accru, pendant ce temps, que dans de faibles proportions.

Le marché intérieur, se contractant du fait que les travailleurs ne peuvent acheter la quantité croissante de marchandises qu'ils produisent, fut par la suite limité par les tentatives capitalistes de faire supporter les frais de la guerre à la classe travailleuse. Le poids des impôts d'après guerre reste six fois plus lourd qu'avant la guerre. La dette nationale de 60 milliards de dollars, plus un budget annuel de 40 milliards — somme égale à la totalité du revenu national en 1932 — assure la continuation de cette taxation intolérable, et forme un obstacle sur la route de toute réelle et durable extension du marché intérieur.

Les impôts élevés accompagnés de prix constamment ascendants provoquent des coupes sombres dans les salaires réels. L'*Economic Outlook* du C.I.O. estimait qu'au sommet du boom

de 1946 la feuille de paye hebdomadaire de l'ouvrier américain moyen avait une valeur diminuée d'un cinquième par rapport à 1945.

Les « économies » du temps de guerre — s'élevant à une année de revenu national — autre facteur dont on attendait avec confiance un large accroissement de la capacité d'absorption du marché intérieur — n'ont fait au contraire que le rétrécir. Ces « savings » ne représentent pas un pouvoir d'achat de masse. 70 % de la population n'ont que peu ou pas d'économies du tout. 10 % de la population détiennent 60 % de ces « économies ». La différence est détenue par une autre fraction de 20 %. En termes clairs, la masse de ces économies représente du capital. Ce capital, même s'il est inactif, rapporte de l'intérêt, ce dernier ne pouvant provenir que du revenu national. Et la masse de ces « économies », de même que les impôts élevés, diminue en fin de compte le pouvoir d'achat des masses. L'abolition du contrôle gouvernemental des prix élimina les derniers et faibles barrages à l'inflation. Les spéculateurs eurent les mains libres pour plumer les masses.

Alors que le salaire réel des travailleurs se trouvait terriblement réduit, les profits des trusts continuaient à battre de nouveaux records. Les profits du patronat pour 1946 s'élèveront au moins à 11 milliards — les plus élevés de l'histoire, en plus des dizaines de milliards de profits de guerre.

Dans de telles conditions, la période des restrictions doit tendre à sa fin et laisser la place à son contraire : la surproduction de marchandises. Et c'est ce qui s'est produit.

Aux environs de juillet, les stocks des industriels, des grossistes et des détaillants dépassèrent trente milliards de dollars, pour ensuite s'augmenter de 1,2 milliard aux environs du mois d'août. Ce processus continuait en septembre et en octobre et menaçait d'embourber la production.

Les prix et la production ont continué à monter et ont été maintenus, comme cela se produit dans tout boom basé sur la spéculation. La production, qui atteignit son maximum en août, se maintint à des nouveaux records en septembre et en octobre, pendant que les stocks s'accumulaient dans les entrepôts ; ce qui rend possible l'existence de stocks aussi énormes c'est l'inflation de crédit, qui ne l'est pas moins.

Les prêts d'affaires augmentèrent de 2,5 milliards de dollars dans la seconde moitié de cette année et continuèrent à augmenter.

Vers la fin d'octobre, les autorités du Trésor et des banques fédérales ont publié trois avertissements pour stopper les prêts. Il reste encore à savoir ce qui s'effondrera en premier lieu, la structure du crédit ou les stocks énormes de marchandises entreposées. De toute façon, dans les deux cas, une masse de marchandises affluera alors sur le marché et la production deviendra peu à peu paralysée.

Chômage croissant et déclin de la production, telles sont les perspectives réelles qui sont devant nous. Des fluctuations et des reprises temporaires ne sont pas exclues, mais la tendance générale est celle d'un effondrement.

La prospérité de l'agriculture américaine, née avec la guerre, a été l'un des principaux piliers du boom d'après guerre. Après la première guerre mondiale, l'agriculture américaine ultra développée se rétrécit violemment et s'effondra. Elle ne se releva jamais complètement depuis, mais demeura dans un état de crise chronique soulagée par les subsides gouvernementaux.

Le boom du temps de guerre n'a éliminé aucune des causes sous-jacentes de ce pourrissement continu de l'économie agraire. Les premiers krachs de mauvais augure sont déjà apparus dans la structure des prix agricoles. Cela commença avec les ébranlements successifs du marché du coton en octobre. Après l'effondrement du coton, les autres marchés (grains, blés, viandes, etc.) s'affaiblèrent aussi. On prévoit que les achats de l'U.N.R.R.A. doivent cesser en décembre. Des économistes capitalistes qui font autorité et qui, dès le début de l'année, avaient annoncé que le boom agraire tendait à décliner ne s'attendaient même pas aux événements qui se sont déjà produits. Des convulsions infiniment plus graves sont à prévoir.